

VD_GERICHTE TI17.013998 vom 17. September 2019

VD Tribunal cantonal, 2019-09-17, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_TI17.013998

FR: VD_GERICHTE TI17.013998 du 17 septembre 2019

IT: VD_GERICHTE TI17.013998 del 17 settembre 2019

Erwägungen

E. 3.1

L'appelant, qui invoque une violation du droit, en particulier des art. 285 al. 1 CC et 296 al. 1 CPC, reproche aux premiers juges de n'avoir pas procédé à la détermination des ressources dont dispose son père au motif que, compte tenu du coût de la vie et du salaire moyen en Serbie, le fait de fixer une contribution d'entretien (quelle qu'elle soit) entamerait le minimum vital de l'intimé. Il soutient que son père vit et travaille en Serbie, de sorte qu'il y a lieu de tenir compte du niveau de vie dans ce pays, qu'un revenu hypothétique aurait dû être imputé à l'intimé et qu'une contribution d'entretien correspondant aux ressources de ce dernier devait être fixée en sa faveur, ce à partir du 7 avril 2016, soit une année avant l'ouverture de l'action.

E. 3.2

; ATF 137 III 102 consid. 4.2.2.2 ; TF 5A_368/2017 du 25 septembre 2018 consid. 3.1.2).

E. 3.2.1

S'agissant tout d'abord de la rétroactivité, on rappellera que la contribution d'entretien peut être demandée pour l'avenir et pour l'année précédant le dépôt de la requête (ATF 129 III 60 consid. 3), l'effet rétroactif visant à ne pas forcer l'ayant droit à se précipiter chez le juge, mais à lui laisser un certain temps pour convenir d'un accord amiable (ATF 115 II 201 consid. 4a, JdT 1991 I 537). L'effet rétroactif ne se justifie que si l'entretien dû n'a pas été assumé en nature ou en espèces ou dès qu'il a cessé de l'être (TF 5A_591/2011 du 7 décembre 2011 consid. 5.2 ; 5A_372/2015 du 29 septembre 2015 consid. 3.1 et réf. cit.). Ces conditions sont en l'état réalisées, de sorte que la rétroactivité demandée se justifie à partir du 10 avril 2016, l'action en paternité et en demande d'aliments étant datée du 10 avril 2017.

- 12 -

E. 3.2.2.1

L'obligation d'entretien trouve sa limite dans la capacité contributive du débirentier, en ce sens que le minimum vital de celui-ci doit être préservé (ATF 141 III 401 consid. 4.1 ; ATF 140 III 337 consid. 4.3 et les réf. cit.). S'agissant toutefois de l'obligation d'entretien d'un enfant mineur, les exigences à l'égard des père et mère sont plus élevées, en particulier lorsque la situation financière est modeste (ATF 137 III 118 consid. 3.1 ; TF 5A_47/2017 du 6 novembre 2017 consid. 8.2 non publié aux ATF 144 III 10), en sorte que les parents doivent réellement épuiser leur capacité maximale de travail et ne peuvent pas librement choisir de modifier leurs conditions de vie si cela a une influence sur leur capacité à subvenir aux besoins de l'enfant mineur (TF 5A_764/2017 du 7 mars 2018 consid. 3.2 ; TF 5A_119/2017 du 30 août 2017 consid. 4.1 et les réf. cit.). Il s'ensuit que, lorsqu'il ressort des

faits que l'un des parents, ou les deux, ne fournissent pas tous les efforts que l'on peut attendre d'eux pour assumer leur obligation d'entretien, le juge peut s'écarter du revenu effectif des parties pour fixer la contribution d'entretien, et imputer un revenu hypothétique supérieur, tant au débiteur de l'entretien qu'au parent gardien. Il s'agit ainsi d'inciter la personne à réaliser le revenu qu'elle est en mesure de se procurer et dont on peut raisonnablement exiger d'elle qu'elle l'obtienne afin de remplir ses obligations à l'égard du mineur (TF 5A_119/2017 précité consid. 4.1 et les réf. cit.). Les critères valables en matière d'assurance-chômage ne peuvent pas être repris sans autre considération. Il faut aussi tenir compte des possibilités de gain qui n'exigent pas de formation professionnelle achevée et se situent dans la tranche des bas salaires (ATF 137 III 118 consid. 3.1 ; TF 5A_47/2017 précité consid. 8.2 ; TF 5A_21/2012 du 3 mai 2012 consid. 3.3). Les parents doivent ainsi s'adapter tant du point de vue professionnel que du point de vue spatial pour épuiser de manière maximale leur capacité de

- 13 - travail (TF 5A_946/2018 du 6 mars 2019 consid. 3.1 ; TF 5A_90/2017 du 24 août 2017 consid. 5.3.1). Lorsqu'il entend tenir compte d'un revenu hypothétique, le juge doit examiner successivement deux conditions. Tout d'abord, il doit déterminer si l'on peut raisonnablement exiger du conjoint concerné qu'il exerce une activité lucrative eu égard, notamment, à sa formation, à son âge et à son état de santé. Ce faisant, il tranche une question de droit. Le juge doit ensuite examiner si cette personne a la possibilité effective d'exercer l'activité ainsi déterminée et quel revenu elle peut en obtenir, compte tenu des circonstances subjectives susmentionnées ainsi que du marché du travail. Il s'agit là d'une question de fait (ATF 143 III 233 consid.

E. 3.2.2.2

Le montant de base mensuel d'après les Lignes directrices du 1er juillet 2009 pour le calcul du minimum d'existence en matière de poursuite (minimum vital) selon l'art. 93 LP comprend les frais pour l'alimentation, les vêtements et le linge y compris leur entretien, les soins corporels et de santé, l'entretien du logement, les assurances privées, les frais culturels, ainsi que les dépenses pour l'éclairage, le courant électrique ou le gaz pour cuisiner. Lorsque le débiteur d'entretien vit à l'étranger, il y a lieu de tenir compte, lors du calcul du montant de base, du niveau de vie de ce pays (TF 5A_462/2010 du 24 octobre 2011 consid. 3.1 ; CACI 16 novembre 2017/532 consid. 6.2 ; CACI 24 octobre 2016/566 et les réf. citées). La jurisprudence vaudoise admet à cet égard de se référer aux données publiées par le Département fédéral des affaires étrangères sur son site internet www.eda.admin.ch, qui renvoie notamment aux données de l'OCDE ou de l'OFS (CACI 16 novembre 2017/532 consid. 6.2 ; CACI 16 décembre 2016/692 et les réf. citées). Pour l'évaluation du minimum vital du débiteur à l'étranger, on peut se référer aux statistiques Eurostat de l'Office statistique de l'Union européenne, dont le rôle est de fournir à

- 14 - cette dernière des statistiques au niveau européen permettant des comparaisons entre les pays et les régions (<http://econsid.europa.eu/eurostat/>) (TF 5A_919/2012 du 11 février 2013 consid. 4.4). Ces données, qui peuvent être contrôlées par tout un chacun sur internet, constituent un fait notoire conformément à la jurisprudence (ATF 137 III 623 consid. 3 ; TF 5A_906/2017 du 14 mai 2018 consid. 8 ; TF 5A_561/2011 du 19 mars 2012 consid. 5.3, RSPC 2012 p. 290). Lorsque le juge ne dispose d'aucune statistique précise s'agissant du niveau de vie dans le pays concerné, il est par ailleurs admis de se référer aux statistiques de la Banque Mondiale (<http://donnees.banquemondiale.org/>) (CACI 16 novembre 2017/532 consid. 6.2 ; CACI 29 septembre 2016/535).

E. 3.2.2.3

En l'espèce, il a été posé, à défaut d'élément plaidant en sens contraire, que l'intimé, âgé de trente ans, est en bonne santé et qu'il exerce une activité lucrative en Serbie ou à tout le moins qu'il est apte à exercer une activité lucrative à plein temps, ce qui a été confirmé par les moyens nouvellement produits en appel par l'appelant. Les données statistiques à disposition permettent de déterminer le salaire minimum (CACI 19 janvier 2017/32, consid. 3.3), la Serbie étant incluse dans les données Eurostat. Or, selon ces statistiques (https://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=earn_mw_cur&lang=fr), dont les résultats varient d'une année à l'autre, le salaire minimum en Serbie était de 233.53 euros par mois pour le premier semestre 2016 – la pension étant due depuis avril 2016 –, ce qui correspond au cours du jour (17 septembre 2019) à 255 fr. (1 euro = 1.09 fr.), montant arrondi. On se trouve en-dessous des 348 fr. indiqués par l'appelant, qui correspondent en réalité au seul salaire minimum 2019, sensiblement supérieur à celui des années précédentes. Il se justifie dès lors de procéder, dans un premier temps, à une moyenne des années 2016 à 2018, avant de déterminer le salaire de 2019. Ainsi, du premier semestre 2016 au second semestre 2018, on assiste à une progression du salaire minimum en Serbie de 233.53 euros à 282.51 euros, correspondant à une moyenne de 258.02 euros, soit 282 fr.

- 15 - (montant arrondi), puis, dès janvier 2019, de 308 euros, comme indiqué par l'appelant à l'appui de son appel, soit 337 francs. Quant à l'évaluation du minimum vital du débiteur étranger, rien ne s'oppose, à défaut de disposer de données statistiques précises, de tenir compte comparativement du niveau de vie en Suisse et en Serbie et de comparer leur produit intérieur brut par habitant à parité de pouvoir d'achat (CACI du 16 novembre 2017/532 consid. 6.3), l'intimé ne s'étant pas opposé à cette manière de procéder. Sur la base des données fournies dans l'appel, qui peuvent être confirmées au vu des données figurant sur le site de la banque mondiale (www.donnees.banquemondiale.org ; cf. CACI 16 novembre 2017 précité), le minimum vital mensuel de 100 fr. tel qu'allégué par l'appelant – qui ajoute aux 84 fr. obtenus 16 fr. de divers suppléments – peut être retenu. On obtient ainsi un revenu disponible de 182 fr. (282 fr. [salaire] – 100 fr. [minimum vital]) d'avril 2016 à fin décembre 2018 et de 237 fr. (337 fr. – 100 fr.) dès janvier 2019. Partant, la contribution d'entretien mensuelle en faveur de l'enfant B.F. _____ mise à la charge du père doit être arrêtée à 182 fr. du 10 avril 2016 au 31 décembre 2018 et à 237 fr. à partir du 1er janvier 2019. Le chiffre VI du dispositif du jugement attaqué sera dès lors réformé en conséquence.

E. 4

heures et 18 minutes par les avocates-stagiaires. Vu la nature du litige et les difficultés de la cause, la Cour de céans recommande à la justice de paix d'admettre le nombre d'heures annoncé. En ce qui concerne les débours, le montant demandé paraît excessif et ce poste devrait être indemnisé forfaitairement à 2% du montant des honoraires sans la TVA (art. 3bis al. 1 RAJ [règlement du 7 décembre 2010 sur l'assistance judiciaire en matière civile ; BLV 211.02.3]). L'indemnité de Me Gaspard Couchepin pourrait ainsi être arrêtée à 1'493 fr. ([5.66 heures x 180 fr.] + [4.3 heures x 110 fr.]), montant auquel s'ajoutent les débours par 29 fr. 85 et la TVA au taux de 7.7% sur le tout par 117 fr. 25, soit 1'640 fr. 10 au total.

E. 4.1

Au vu de ce qui précède, l'appel doit être partiellement admis et le jugement attaqué réformé dans le sens du considérant qui précède.

E. 4.2

L'appelant, qui a conclu au versement d'une contribution d'entretien mensuelle de 248 fr., obtient gain de cause dans une large mesure, ce qui justifie de mettre en équité l'entier des frais de deuxième instance, arrêtés à 707 fr. 70 – soit 600 fr. d'émolument judiciaire selon

- 16 - l'art. 63 al. 1 TFJC (tarif des frais judiciaires civils du 28 septembre 2010 ; BLV 270.11.5) et 107 fr. 70 de frais de publication dans la FAO des 11 et 14 juin 2019 –, en sus des frais liés à la publication à venir du présent arrêt, à la charge de l'intimé, qui n'a fourni aucun effort de collaboration à l'établissement des faits (art. 107 al. 1 let. c et f CPC).

E. 4.3.1

Quant au curateur, nommé par la juge de paix le 1er mai 2019, il sera rémunéré par cette autorité, conformément à ce que prévoit l'art. 3 al. 1 RCur (règlement du 18 décembre 2012 sur la rémunération des curateurs ; BLV 211.255.2). En effet, le cas présent ne relevant pas d'une procédure matrimoniale (cf. art. 299 et 300 CPC et art. 5 RCur), il n'appartient pas au Tribunal cantonal de fixer cette indemnité. Tout au plus la Cour de céans peut-elle viser la note d'honoraires à l'attention de la justice de paix.

E. 4.3.2

Le 6 septembre 2019, soit dans le délai imparti à cet effet, le curateur a produit une liste des opérations indiquant 9 heures et 58 minutes de travail consacrées à la procédure de deuxième instance, dont

E. 4.3.3

Enfin, il ne sera pas alloué de dépens de deuxième instance, l'allocation de dépens à l'enfant représenté par un curateur désigné en application des art. 308 al. 1 et 2 CC apparaissant incompatible avec le mandat conféré audit curateur par l'autorité de protection de l'enfant dans

- 17 - le cadre d'un acte de puissance publique et avec les principes qui gouvernent la rémunération de l'activité déployée dans ce cadre, fut-ce par un curateur nommé pour ses compétences professionnelles (CREC 16 février 2018/61).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.